



Alors qu'en cette période de pandémie l'accès aux soins est une nécessité absolue

Partout en France

- L'hôpital public est massacré : 103 000 lits supprimés entre 1993 et 2018, 3 400 lits supprimés en 2019, et les suppressions continuent. Il est mis en pièces au profit du privé lucratif ;
- l'industrie du médicament est gérée pour faire du profit, « externalisée » à l'étranger, mettant la

se soigner devient de plus en plus difficile...

- obtenir un rendez-vous chez un généraliste...
- trouver un médecin référent quand votre généraliste part en retraite...
- pire encore : décrocher un rendez-vous auprès de la

...et de plus en plus coûteux :

- la Sécurité Sociale, pillée et détournée, au prétexte d'un prétendu « trou », rembourse de moins en moins,
- on tend à lui substituer des complémentaires au fonctionnement moins efficient et plus coûteux qui empiètent sur son champ d'action. Encore faut-il avoir les moyens d'y souscrire alors que leurs tarifs

France en situation de dépendance et de pénurie ;

- la recherche publique est démantelée... avec les conséquences que l'on constate dans le domaine du vaccin ;
- le nombre d'étudiants en médecine est insuffisant : la « suppression » du numérus clausus sans création de places supplémentaires n'est que de la poudre aux yeux (+ 0.2% en 2020).

plupart des spécialistes (ex : ophtalmologues) !

- obtenir un rendez-vous dans les disciplines paramédicales (ex : kinésithérapeute...)
- obtenir un rendez vous pour se faire vacciner

ne cessent d'augmenter.

- les dépassements d'honoraires, véritable scandale, deviennent quasiment incontournables. Ils engendrent discrimination par l'argent et renoncement aux soins (56% des spécialistes seine et marnais sont en dépassement d'honoraires contre 26,6% au plan national)

La Seine-et-Marne, département sinistré

continue à accumuler retards et inégalités de traitement !

Elle est le département d'Ile-de-France le plus en retard pour la vaccination anti-covid

La Seine-et-Marne est en **99^{ème} place des départements français** pour la densité de médecins généralistes

C'est inacceptable ! Cela doit changer.

Rassemblements le :

31 mars 2021 à 10h00

Préfecture de Melun et sous-préfecture de Meaux

Nous exigeons :

- Une faculté de médecine à part entière et la création d'un CHU en Seine-et-Marne ;
- La création de Centres de Santé Publics pluridisciplinaires employant des médecins salariés consultant sans dépassements d'honoraires
- L'accès aux vaccins pour tous celles et ceux qui le souhaitent
- L'arrêt des suppressions de lits et d'effectifs à l'Hôpital Public



NON aux campagnes « âgistes », « antivieux »

Nous sommes scandalisées d'entendre certaines déclarations critiquant le coût pour l'économie du maintien en vie des personnes âgées, parlant même de « *d'acharnement thérapeutique* ».

Ces tentatives honteuses de mettre les personnes âgées à l'index de la société, n'ont d'autre but que de masquer la responsabilité de ceux qui ont pendant des années asphyxié l'hôpital public et taillé dans les ressources de la Sécurité Sociale.

Très attachés à l'harmonie de tous les âges de la société, nous dénonçons avec force ces campagnes d'oppositions générationnelles auxquelles nous opposons l'union de tous les citoyens pour exiger le droit de se soigner, le droit à une vie digne, pleine et entière quel que soit son âge.

Pouvoir d'achat

La situation des retraité.es et personnes âgées ne cesse de se dégrader : au plan financier, au plan sanitaire et au plan social.

Absence de revalorisation significative des pensions depuis 2013, hausse de la CSG de 1,7 point (soit 25% de hausse du montant), hausse du coût de l'énergie : électricité, gaz, hausse des loyers, transports, téléphone, nourriture.

Par exemple, du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2019 :

L'**indice des prix INSEE** hors tabac a progressé de **12,93%**

Le **SMIC** de **20,05%**

Le **salaire mensuel de base** de **23,37%**

Les **pensions brutes** ont pendant ce temps progressé de **10,99%** et les **pensions nettes** en prenant compte la CSG et la CASA de **8,60%**

De plus en plus de retraité.es sombrent dans la pauvreté.

Pour endiguer la perte de pouvoir d'achat :

Indexation sur les salaires

Augmentation de 100 € pour rattrapage des pertes régulières depuis plusieurs années

Santé, vaccination

Manque de masques (caché derrière une campagne gouvernementale mensongère sur son inutilité), assèchement de la recherche publique française, destruction de l'industrie pharmaceutique « externalisée » à l'étranger pour plus de profits pour les actionnaires.... nous subissons tous, quel que soit notre âge, l'incurie des gouvernements successifs.

Nous vivons aujourd'hui le cauchemar d'une campagne de vaccination marquée par le manque de doses.

L'industrie pharmaceutique, qui a reçu des milliards d'argent public pour ses recherches, gère selon la loi du profit. La campagne de vaccination est scandaleusement inaccessible pour trop de personnes, en particuliers les personnes âgées qui n'ont pas accès à Internet.

Nous ne demandons pas de passe-droit, mais la fourniture de vaccins pour tous celles et ceux qui veulent se faire vacciner et la levée des brevets sur les vaccins.

**Retraité.es le 31 mars, mobilisons-nous !
10h00 - Melun préfecture
Meaux sous-préfecture**